

Novembre 2020

Länderbericht

Dialogue multilatéral Genève



Un jour historique pour les démocrates chrétiens suisses – Fusion et abandon du "C"

L'assemblée des délégués du PDC a décidé à une majorité significative le changement de nom en faveur du « Centre » et la fusion avec le petit parti bourgeois PBD

Olaf Wientzek

Les démocrates chrétiens suisses du PDC se prononcent pour le changement. Lors de l'assemblée des délégués décentralisée tenue le 28 novembre le parti a pris deux décisions historiques. Les délégués ont d'abord confirmé avec une majorité claire le vote de la consultation générale des membres du parti organisée en octobre et se sont prononcés pour le changement du nom du parti en celui de « Le Centre – Liberté, Solidarité et Responsabilité ». Cela ouvrirait la voie à la fusion du PDC avec le petit parti bourgeois modéré du PBD : pour cette étape aussi, le quorum indispensable de $\frac{3}{4}$ des voix a été atteint. La fusion entrera ainsi en vigueur au 1^{er} janvier 2021.

De plus la votation populaire sur une initiative qui avait fait l'objet de discussions très émotionnelles ces derniers mois a été couronnée de succès selon le point de vue du PDC: l'initiative sur « les multinationales responsables » initiée en 2015 par des organisations non gouvernementales sur la responsabilité des entreprises a été rejetée de justesse.

Le contexte

La discussion sur le lien religieux dans le nom du parti ne date pas d'aujourd'hui, au contraire elle occupe le parti depuis les années 70 avec une belle régularité. Le Parti Populaire Démocrate-chrétien (PDC) a eu longtemps des racines profondes dans les cantons traditionnellement catholiques de la Suisse et dans le milieu catholique conservateur¹. Notam-

ment poussé par la sécularisation et la diminution continue de son propre potentiel d'électeurs qui en résulte, le PDC a recherché depuis des décennies par différents moyens de gagner des électeurs au-delà de ce milieu catholique. Le succès de ces efforts a toutefois atteint ses limites, le parti se trouve toujours dans une situation difficile auprès des protestants et encore plus à celui des sans confession². En conséquence le pourcentage des suffrages a baissé quoique lentement mais régulièrement de plus de 23% dans les années 80 à récemment en dessous de 12% dans les élections de 2015 et 2019. Certes le PDC a pu limiter les dégâts lors des élections fédérales d'il y a un an. Mais cela ne va toutefois pas jusqu'à un changement de tendance. Qui plus est, en raison de la forte progression des Verts, le PDC ne s'est plus retrouvé qu'à la cinquième place. Cet ordre de classement peut avoir en Suisse des conséquences essentielles car les sept sièges de l'exécutif suisse, le Conseil fédéral, sont habituellement répartis entre les quatre plus grands partis selon la formule 2:2:2:1³. Bien que le siège du PDC au Conseil fédéral n'ait pas été cette fois encore gravement menacé, il pourrait se mettre à vaciller de façon inquiétante en cas de persistance de la tendance électorale que l'on a pu remarquer ces dernières années. Un renversement de tendance devenait de ce fait de plus en plus urgent et apportait de nouveaux aliments à la discussion sur le changement de nom. La motivation la plus importante en faveur du changement de nom – bien qu'elle ne fut pas la seule – était pourtant la perspective de la

¹ Il est intéressant de remarquer qu'à sa création en 1912 il s'appelait encore le Parti conservateur populaire suisse pour devenir seulement en 1957 le Parti conservateur chrétien social suisse qui sera nommé PDC en 1970

² Selon une étude Selects-Fors, lors des élections de 2015 le PDC a obtenu 24% des électeurs catholiques, 4% des protestants et 3% des sans confession

³ Deux sièges pour les conservateurs eurosceptiques de l'UDC, le PLR et les socialistes (PS), et un pour le PDC

fusion avec le petit parti bourgeois PBD (Parti bourgeois démocratique, qui de son côté avait chuté de 4,1% à 2,4% lors des élections fédérales). Celui-ci est sur le fond un partenaire naturel qui bénéficie d'un bien meilleur ancrage dans quelques cantons de tendance traditionnellement (plutôt) réformée (en particulier Berne, Glaris, une part de l'Argovie, dans les zones protestantes des Grisons, et dans une moindre mesure Zurich) dans lesquels le PDC a peu de visibilité. En outre les deux partis (avec les députés du Parti Evangélique Suisse) forment déjà un groupe parlementaire au niveau national. Cependant, le PBD avait posé comme condition à une fusion l'abandon de la lettre « C » dans le nom du parti. La présidence du parti PDC suisse a annoncé le 4 septembre qu'elle recommandait un changement de nom en celui de « Le Centre – Liberté, Solidarité et Responsabilité ». Une enquête effectuée par l'institut de sondage d'opinion gfs.bern avait établi que la suppression du C pouvait faire monter le potentiel électoral jusqu'à 20%. Le nouveau nom, « Le Centre », a certes été bien perçu par les membres du parti tandis que la réaction de la part d'éventuels nouveaux électeurs a été plutôt tiède.

Tandis que la direction du parti prônait le changement de nom avec une argumentation pragmatique, d'éminents représentants du PDC, l'influent conseiller aux Etats Beat Rieder (Valais) en tête, se sont prononcés contre un abandon de la référence chrétienne dans le nom du parti.

Feu vert de la base et dissonances préalables

Lors d'une consultation générale effectuée pour la première fois en octobre 2020, les membres du PDC se sont prononcés à 60,6% en faveur du changement du nom de leur parti et l'abandon du « C ». Le nouveau nom s'exprime dans chaque langue nationale: «Die Mitte – Le Centre – Alleanza del Centro – Alleanza dal Center». A peu près 27% des 76.000 membres ont participé à la première consultation organisée dans l'histoire du parti. Les jeunes du parti se sont prononcés encore plus nettement (env. 67%) en faveur du changement de nom. Même si le soutien apporté à l'ancien nom par presque 40% des membres du PDC a été remarquablement fort, le vote a été pour la direction du parti source de soulagement et de confiance. Malgré tout quelques dissonances sont apparues par la suite au sein du parti: ainsi certains des représentants du parti, critiques à l'égard du changement de nom, mirent en

doute que la consultation à la base des délégués ait donné un mandat suffisant pour un vote en faveur du changement de nom. La raison: à l'assemblée des délégués une majorité des 2/3 est indispensable pour une telle étape. La consultation de la base n'a pas réuni une telle majorité. Sur un plan purement juridique le vote des membres n'avait de ce fait aucun effet contraignant pour les délégués. Le vote lors de l'assemblée des délégués du 28 novembre était par conséquent un test décisif pour la direction du parti: le président du parti Gerhard Pfister avait au préalable clairement exprimé qu'il n'y avait pas de "Plan B" et que son avenir politique en tant que président du parti était lié à l'issue du vote. En conséquence un non de l'assemblée des délégués aurait équivalu à un vote de défiance à l'encontre du président du parti et aurait entraîné une grave crise au sein du parti.

Le résultat – Une majorité claire pour le changement de nom et la fusion

Pourtant, au grand soulagement de la direction du parti, le vote a été remarquablement clair: en tout, lors de l'assemblée des délégués décentralisée dans 13 lieux différents, 325 sur 383 délégués (presque 85%) s'exprimèrent en faveur du changement de nom. Le vote des délégués pour la fusion avec le PBD fut encore plus clair: 336 voix contre 25. L'obstacle d'un quorum de $\frac{3}{4}$ des délégués présent a été encore plus largement franchi. Après ce vote clair le président du parti se montra combatif: pour 2027, c'est à dire les deuxièmes élections fédérales à venir, il a appelé de ses vœux un objectif à long terme de 20% et, par là, l'ambition de regagner le deuxième siège au Conseil fédéral perdu en 2003.

De son côté, le PBD a, dès le 14 novembre, également lors d'une assemblée de délégués décentralisée, ouvert la voie à une fusion des deux partis avec seulement une abstention.

Les étapes ultérieures

Par ce vote le dernier obstacle à une fusion avec le PBD a été levé – l'étape sera effective le 1er janvier 2021, le parti sera désormais dénommé avec le nom complet « Le Centre – Liberté, Solidarité et Responsabilité ». Alors sera aussi élaboré un nouveau programme pour le parti – celui-ci ne devrait

pas apporter de surprises fondamentales mais plutôt être basé sur les axes essentiels et les thèmes existants. Au printemps 2021 l'élection d'un nouveau comité directeur du parti fusionné doit suivre.

Un point important: le parti national laisse la liberté à ses partis cantonaux de décider dans les cinq années à venir si la référence à l'ancien nom de parti doit être conservée et ainsi pouvoir prendre en considération le cas échéant des particularités locales. En effet il y a lieu de considérer que certaines sections cantonales conserveront le « C » au moins dans un premier temps et parmi elles à coup sûr le PDC du Haut-Valais – un bastion de la démocratie chrétienne à prédominance catholique – et aussi certainement l'un ou l'autre des cantons de la Suisse centrale⁴. A l'inverse d'autres comme par exemple le PDC de Soleure suivront sans hésiter le parti national.

Juridiquement, malgré le changement de nom, il ne s'agira pas au niveau du « Centre » d'un parti complètement nouveau, la fusion avec le PBD doit se faire par absorption-fusion par le PDC.

Signification, chances et risques

Le pas franchi par le PDC est historique à plus d'un égard. C'est bien jusqu'ici la plus large tentative du parti pour développer un nouvel électorat. Un changement de nom et une fusion avec un autre parti sont loin de faire partie du quotidien du système des partis en Suisse où prévalent principalement la continuité et le changement le plus graduel possible. Les années à venir montreront si le calcul du parti va se réaliser et si maintenant un changement de tendance se concrétise dans les résultats électoraux.

Le fait que « Le Centre » pourra renforcer sa position grâce à la fusion dans les grands cantons qui élisent beaucoup de députés, dans lesquels le PDC n'a qu'une implantation minimale (Berne) ou ne joue qu'un rôle secondaire (Zurich) plaide en faveur des étapes maintenant accomplies. Sur le fond, du fait de la fusion, les pertes dues aux frictions devraient être cantonnées grâce au travail commun dans le groupe parlementaire. Le PDC et le PBD sont généralement d'accord sur les fondamentaux. Les deux partis ont aussi en commun un style pragmatique,

orienté vers le consensus. La diversité des programmes du nouveau parti n'est pas plus grande que le large éventail existant jusqu'ici dans le PDC. Les animosités locales devraient (à l'exception peut-être des Grisons) rester limitées. La direction du parti peut très bien démontrer que les étapes moins radicales du changement et la réorientation n'aient pas porté jusqu'à présent les fruits escomptés. Si le nouveau parti pouvait effectivement amener un renforcement et une consolidation du centre politique cela constituerait aussi un avantage pour la politique suisse compte tenu de la polarisation croissante entre les partis de droite (UDC) et de gauche (qui profitent du vent en poupe des Verts tout autant que des socialistes attirés toujours plus à gauche). Si le parti fusionné peut effectivement exploiter le potentiel électoral et, de ce fait, non seulement défendre le siège au Conseil fédéral mais au contraire alimenter même l'ambition d'un siège supplémentaire, ce serait vraiment un coup d'éclat et un renforcement majeur des forces modérées en Suisse.

Dans le même temps, cette « fuite en avant » implique des risques significatifs. Au fond, le véritable travail commence maintenant après la fusion – comme l'ont constaté Gerhard Pfister et la Conseillère fédérale Viola Amherd lors de l'assemblée. « Le Centre » met avant tout l'accent sur le pragmatisme, la disposition et la capacité au compromis. Mais cela ne suffit pas à constituer un programme accrocheur. Montrer en faveur de quoi « Le Centre » se prononce, et formuler des conseils clairs et carrés constitue un défi pour le parti. Finalement, le « C » figurant dans le nom du parti était aussi un label derrière lequel pouvaient se regrouper les représentants de différents groupes sociaux économiques. Cette attache symbolique fait maintenant défaut et devra bien être compensée par un renforcement des fondamentaux.

Des critiques objectent en outre que l'abandon du « C » dans le nom du parti constitue un prix bien trop élevé pour une fusion avec un PBD qui finalement n'a pu mobiliser à lui seul qu'à peine plus de 2% des voix et pour lequel la question de la survie se posait avec beaucoup plus d'acuité que pour le PDC. A l'inverse, on risque en revanche une désaffection des électeurs d'origine pour lesquels la référence chrétienne dans le nom du parti était un critère d'identification.

En outre rien n'est moins sûr que cela seul parvienne effectivement à exploiter le réservoir

⁴ Dans le Tessin le nom du PBD est Partito popolare democratico: le « C » est déjà absent

d'électeur des deux partis existant à ce jour. Lors des élections au parlement cantonal d'Argovie en octobre le PDC a enregistré un léger gain de 0,7% mais la totalité du réservoir de voix du PBD (2016: 2,7%) qui ne participait plus au scrutin n'a cependant pas pu être exploitée. Il est par conséquent possible aussi qu'une partie des électeurs migrent vers d'autres partis après la fusion.

Une exception suisse

Il y a régulièrement aussi dans les autres partis démocrates chrétiens, en particulier en Europe de l'ouest, des discussions sur le rôle du « C » dans le nom du parti. Indépendamment du succès ou de l'échec pour les années à venir l'expérience du PDC sera pourtant transposable à d'autres pays seulement de façon très limitée.

Le changement de nom est étroitement lié avec la, peut-être, dernière chance historique d'une union avec le PBD et la création ainsi d'une constellation particulière. Le fait que les sous organisations régionales du parti soient laissées libres d'effectuer dans le même temps le changement de nom est bien en tout cas une particularité suisse. Le débat sur la référence chrétienne dans le nom du parti est au fond très ancien et avait déjà eu lieu dans les années 1970 alors que se dessinaient ni l'ampleur de la sécularisation ni le lent mais constant déclin du PDC dans la faveur des électeurs.

En outre, il y a aussi des exemples de partis démocrates chrétiens (-populaires) dans d'autres pays d'Europe qui ont réussi – parfois temporairement, parfois durablement – dans d'autres circonstances, à gagner des voix en dehors de leur propre milieu idéologique sans abandonner le « C » dans le nom de leur parti.

Politique suisse: non à l'initiative pour des multinationales responsables

La direction du PDC a pu aussi enregistrer un succès lors des votations du 29 novembre : aussi bien l'initiative « Contre le commerce de guerre »⁵ que

l'initiative « Pour des multinationales responsables » (KVI) ont échoué. Le PDC s'était engagé pour un rejet des deux initiatives. Le but de l'initiative KVI était l'introduction d'une responsabilité étendue pour l'activité des entreprises suisses à l'étranger. Celle-ci aurait porté sur la totalité de la chaîne des approvisionnements ainsi que sur les filiales des entreprises suisses. Au préalable les grands partis du camp bourgeois (UDC, PLR et PDC), Economie Suisse et l'Union patronale suisse s'étaient prononcés contre l'initiative. Les partisans de cette initiative lancée dès 2015 étaient, à côté d'organisations non gouvernementales, des syndicats, les socialistes et les Verts, de même que les Verts libéraux, le PBD (!), le Parti populaire évangélique et les Eglises. Les initiateurs argumentaient que cette initiative aboutirait à un meilleur respect des standards des droits humains et de l'environnement par les entreprises suisses même dans les pays où la justice est corrompue ou impuissante. Les opposants critiquaient le fait que l'initiative était excessive, qu'elle imposait aux entreprises suisses une mission irréalisable de surveillance de fournisseurs juridiquement indépendants et qu'en définitive c'est à la place économique Suisse qu'elle portait atteinte. En outre l'initiative aurait découragé les partenaires du tiers monde et les aurait jetés dans les bras d'entreprises provenant de pays complètement indifférents aux standards des droits humains ou de l'environnement. Après que les partisans de l'initiative aient été longtemps largement en tête dans les sondages, elle a échoué de peu lors de la votation du 29 novembre : une courte majorité de l'ensemble des votants (50,7%) s'est bien manifestée en faveur de l'approbation mais l'indispensable « majorité des cantons » a manqué (8,5: 14,5), ce qui veut dire que les partisans n'ont gagné que dans huit cantons et un demi canton. Cependant la question d'une chaîne d'approvisionnement durable n'est pas écartée pour autant: maintenant va être mise en application une contreproposition atténuée fortement inspirée par le PDC qui renforce l'obligation de diligence et de transparence et qui instaure aussi des amendes. Néanmoins, le fait que l'initiative ait pu recueillir une courte majorité à l'échelle de la Suisse donne toutefois un signal clair que le respect des standards des droits humains et

aucune entreprise qui réalise plus de 5% de son chiffre d'affaire avec du matériel de guerre (étaient aussi concernés les achats de fonds d'investissement contenant des actions de telles entreprises).

⁵ L'initiative réclamait que la Banque Nationale, les fondations et les caisses de retraites ne puissent plus financer

de l'environnement par les entreprises est considéré par les citoyens comme un thème important au-delà du spectre politique de la gauche.

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Dr. Olaf Wientzek
Directeur du Dialogue multilatéral Genève
Coopération européenne et internationale
www.kas.de
olaf.wientzek@kas.de



Le texte de cette œuvre est mis à disposition selon les termes de la licence « Creative Commons: Attribution-partage dans les mêmes conditions 4.0 international »,
CC BY-SA 4.0 (disponible sous: <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode.de>)